

L'ÉDITO

## La situation autour du Haut-Karabakh en 4 questions



**Olga BELOT-SCHETININA**

est associée senior chez ESL & Network. Diplômée de MGIMO (Russie), elle a commencé sa carrière chez Lucent Technologies CIS, puis a rejoint Motorola, jusqu'en 2002, exerçant différentes fonctions commerciales et financières dans la région EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique). Olga BELOT a rejoint le groupe ESL & Network en 2004 après un MBA à HEC (Paris) pour développer les activités du groupe en lien avec la Russie et les autres pays de CIS.

### 1 — Est-ce que l'accord tripartite du 10.11 règle le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

L'accord signé par le Président Poutine, le Premier ministre Pashinyan et le Président Aliiev stoppe le conflit militaire, fait cesser le bain de sang et évite de nouvelles victimes pour les années à venir, du moins s'il est respecté par les deux protagonistes. C'est là son apport essentiel. L'accord fixe aussi la nouvelle donne dans l'affrontement : en raison de sa pression militaire et face à la faiblesse de la réponse de l'armée arménienne, l'Azerbaïdjan conserve les positions acquises depuis le début du conflit en date du 27 septembre et récupère les 7 régions disputées ainsi que d'autres territoires dont notamment la ville de Chouchi - symbole de la victoire de l'Arménie dans l'affrontement de 1992 - 1994. Plus que cela, Bakou verra les liens logistiques et économiques avec la république autonome de Nakhitchevan complètement débloqués, car l'Arménie se voit contrainte de restaurer les connexions de transport terrestres entre l'Azerbaïdjan et Nakhitchevan.

En ce qui concerne l'Arménie, elle évite en premier lieu « des milliers des nouvelles pertes humaines », conserve le Corridor de Lachine ainsi que le statu quo flou concernant le Haut-Karabakh. En effet, l'accord tripartite ne règle en rien le statut du Haut-Karabakh et repousse pour une énième fois la question à plus tard et aux « nouveaux dirigeants des pays et nouveaux acteurs » (selon V. Poutine).

L'accord représente donc une solution partielle, mais pose sans doute des nouvelles bases et conditions d'une négociation sur le Haut-Karabakh à l'avenir. Certains observateurs y voient une avancée tandis que d'autres - au contraire un gel de la situation.

La question des gagnants et des perdants reste douloureuse non seulement pour l'Arménie mais aussi pour une grande partie de l'opinion occidentale largement favorable à l'Arménie. Et ce pour plusieurs raisons : le penchant clair des occidentaux pour une « jeune démocratie » arménienne face au « régime du dictateur » azéri, l'importance symbolique de la défense des chrétiens face aux musulmans dans le contexte actuel, le déni de l'influence accrue de la Russie mais aussi de la Turquie sur la scène internationale...

### 2 — Quelles sont les implications géopolitiques de l'accord ?

Notons à cet égard deux aspects importants. Tout d'abord, dans le contexte régional du Caucase du Sud, l'accord propulse la Russie au rang de pacificateur reconnu et légitime de même qu'il renforce son rôle et sa présence dans cette région. Ce n'était pas acquis après les événements en Géorgie, Abkhazie et Ossétie de 2008. Même si la Turquie ne fait pas partie formellement de l'accord, elle reste néanmoins omniprésente dans toutes les discussions, tous les scénarios et toutes les analyses. Plus que cela, ce pays pourrait même avoir une présence militaire dans la région, ce qui est aussi un fait nouveau.

En ce qui concerne l'aspect international plus large, soulignons que le groupe de Minsk est en revanche un grand absent : il n'a pas participé dans les négociations et n'est pas mentionné dans l'accord. La France et l'UE ne veulent pas céder le rôle prépondérant à la Russie et à la Turquie et « souhaitent participer politiquement » dans les discussions concernant le destin du Haut-Karabakh à l'avenir, reste à trouver la bonne formule dans ce nouveau contexte.

### 3 — Est-ce que la Russie a trahi l'Arménie ?

L'allié depuis toujours, l'ami béni - est-ce que la relation avec le peuple arménien a été sacrifiée par la signature russe de l'accord en question ? Le Président russe, certes, ne porte pas dans son cœur les chefs d'État qui ont accédé au pouvoir « par le coup de force de la rue » et beaucoup donnent cela comme raison principale d'une distanciation entre les deux pays. L'hésitation et relatif silence russe depuis le début du conflit n'ont pas passé inaperçus. La décision du Kremlin tardait, car chaque action et intervention russe dans le voisinage proche est scrutée par la communauté internationale. La Russie a dû intervenir pour d'une part, arrêter les pertes humaines surtout du côté de l'Arménie et d'autre part, ne pas perdre son rôle dans le Caucase.

Est-ce que la Russie aurait pu mieux protéger les intérêts arméniens ? Seulement si la Russie avait pu s'appuyer sur des raisons relevant du droit international, et notamment si l'indépendance du Haut-Karabakh était reconnue. Faute de cela, une seule option lui restait : accepter de soutenir l'Arménie militairement, ce qui était évidemment impossible. La Russie n'avait aucune intention de mener cette guerre pour et à la place de l'Arménie.

4000 de victimes et près de 10 000 de blessés - c'est un bilan qui aurait peut-être été moins lourd si l'accord avait été conclu plus tôt (vers le 20 octobre selon Poutine) mais aussi qui aurait pu être beaucoup plus lourd si le PM Pashinyan n'avait pas accepté d'arrêter les actions militaires...

### 4 — What's next?

Toute l'attention sera maintenant concentrée sur le statut du Haut-Karabakh. Comme le rappelle très justement le Président russe dans son interview télévisée le 18 novembre dernier, le Haut Karabakh n'a jamais été reconnu par aucun pays, y compris l'Arménie, comme un territoire indépendant ; et cela n'est pas prêt de changer. En revanche, la tentation d'utiliser cette question à des fins politiques sera grande et de tous les côtés, à commencer par les 5 sénateurs français qui proposent de reconnaître l'indépendance du Haut-Karabakh.

Bakou ne lâchera pas sous prétexte de la promesse de ses dirigeants de récupérer le Haut-Karabakh. Les Russes ne partiront pas non plus facilement de la région. Les Etats-Unis dénonceront l'occupation russe du Caucase. Les arméniens devront endurer les séquences. Et tous les protagonistes seront encore enlisés dans cette affaire dont peu comprennent les aboutissants ●



REGARD D'EXPERT

## De la nécessité de contrer le discours anti-vaccins sur les réseaux sociaux

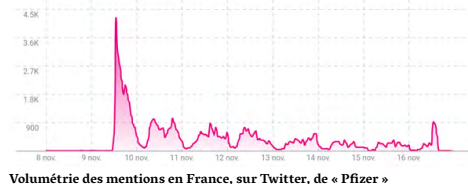


**Julien MALBREIL**  
Partner d'Antidox

En annonçant lundi 9 novembre que son candidat-vaccin, développé en partenariat avec l'allemand BioNTech, montrait une efficacité de 90 % pour se protéger du Covid-19, Pfizer a soulevé beaucoup d'espoirs. Sentiment conforté quelques jours plus tard avec la publication positive du laboratoire Moderna. A un avenir durablement incertain succède une promesse d'amélioration de la situation sanitaire, et donc économique, courant 2021. Une bonne nouvelle relayée immédiatement par les chaînes d'infos, les radios, la presse écrite. Pourtant, loin des médias mainstream, cette annonce a aussi soulevé une vague de scepticisme, voire de mises en garde alarmistes sur les réseaux sociaux, notamment en France.

### Un discours « antivax » très répandu sur les réseaux sociaux

Car le discours anti-vaccin s'avère fortement répandu, nourrit de véritables communautés que ce soit sur Facebook, Twitter ou encore YouTube et Instagram. Elles ont leurs porte-paroles, leurs starlettes et influenceurs, telle la star de télé-réalité Kim Glow, leurs seconds couteaux, et des armées de messagers pour diffuser des messages anxiogènes qui naviguent entre théories complotistes et défiance de la parole scientifique. Une étude de mai 2018 d'Antidox[i] avait démontré l'importance des mouvements anti-vaccins sur les réseaux sociaux, avec des messages dénonçant le bien-fondé et la sécurité de la vaccination. Sur les 250.000 partages d'articles sur Facebook, 46 000 tweets et 1500 discussions enregistrés chaque mois, la plupart relevait d'une parole anti-vaccination. En pleine pandémie de Covid-19, les groupes « antivax » semblent encore gagner en virulence et en audience, marginalisant un peu plus les « provax ». Le succès du documentaire complotiste « Hold-up », très commenté sur les réseaux sociaux, illustre l'ampleur du phénomène. L'écho ascendant de ces mouvements soulève des questions et suscite des craintes, relayées par le Premier Ministre qui redoute une réticence des Français à se faire vacciner, faisant ainsi perdurer l'épidémie dans le pays.



Volumétrie des mentions en France, sur Twitter, de « Pfizer »



Volumétrie en fonction du sentiment des co-évocations « Pfizer » et « vaccin » sur Twitter en France

### Le fonctionnement des réseaux sociaux radicalise les opinions

Les courbes ci-dessus sont éclairantes. La première reflète la soudaine hausse des mentions de Pfizer sur Twitter entre le 8 et le 16 novembre, preuve que l'annonce du vaccin n'a pas laissé indifférente la twittosphère. La seconde mesure la tonalité des messages émis, le vert signalant une opinion positive, le marron relevant au contraire une mention négative. Un simple coup d'œil permet de mesurer une tonalité générale fortement négative à l'annonce d'une nouvelle qui devrait pourtant susciter joie et soulagement. A une première réaction positive visible le 10 novembre, succède en effet une avalanche de tweets critiques, de la simple mise en garde au message conspirationniste le plus extrême. Or les « infox » colportées en ligne par les figures les plus virulentes de la mouvance « antivax » ne sont pas sans conséquence sur le sentiment général de la population. Si 15% des Français se présentent comme résolument hostiles aux vaccins, le match se joue sur la masse des indécis, qui semble de moins en moins imperméable au discours antivax. Les algorithmes des plateformes qui sélectionnent les forums proposés à l'internaute ne peut qu'amplifier la tendance : une interrogation sur un vaccin suffit à le conduire vers des sphères exclusivement anti-vac-

cons où la parole critique n'existe plus. Ce fonctionnement en silos étanches de communautés de pensée soude leurs membres dans des comportements complotistes et radicalise les opinions. Nos compatriotes finissent alors par redouter plus fortement un vaccin défendu par les autorités sanitaires que la probabilité d'une infection par la Covid-19.

### Développer et diffuser un contre-discours

Comment dès lors lutter contre ce phénomène ? Il y a d'abord le travail de modération des plateformes qui peut limiter les excès. Facebook interdit les publicités anti-vaccins, et les discours les plus virulents peuvent être assortis de mises en garde. La parole des scientifiques et associations travaillant dans le domaine médical garde aussi toute son importance. Un message de vérité et de transparence, à condition d'assurer sa diffusion sur les réseaux sociaux, conserve un réel impact. Le fact-checking, s'il s'avère insuffisant, reste indispensable. Mais il faudra aller plus loin. Car pour les internautes enfermés dans leur communauté, la parole des experts suscite un rejet immédiat et vient même nourrir leurs thèses complotistes. Le rationnel n'a plus d'efficacité sur cette population-là. Comme pour les phénomènes de radicalisation religieuse, il faut inventer et diffuser un contre-discours. Celui-ci ne pourra être efficace que s'il repose au préalable sur une analyse fine des discours anti-vaccins, dans toutes leurs variantes. Il faut dès lors trouver la rhétorique qui fonctionnera sur les mêmes ressorts pour en démonter les arguments. Le « debunkage », en d'autres termes la déconstruction des contre-vérités, constitue une étape indispensable pour retrouver un débat rationnel et apaisé. Enfin une telle mission réclame une expertise technique qu'il ne faut pas sous-estimer : il s'agit de savoir utiliser les réseaux sociaux pour assurer la diffusion la plus large du message, y compris au sein des communautés les plus réfractaires à les recevoir. Ce discours doit être diffusé sur les principales plateformes, non seulement Twitter ou LinkedIn, mais aussi Facebook, Instagram, Tik Tok ou encore Snapchat. Il faut également s'appuyer sur les sites consultés par un public jeune, à l'exemple de moly. Et trouver les relais influents par rapport au public qu'on souhaite impacter. Bref une stratégie d'influence sophistiquée doit donc être déployée. Elle vise à ouvrir les yeux des victimes du discours complotiste et servira la cause de la santé publique ●

1. <https://www.antidox.fr/2018/05/17/pro-vaccins-anti-vaccins-quels-impacts-sur-les-reseaux-sociaux/>

REGARD D'EXPERT

## Nouvelles opportunités en Arabie Saoudite



### Bertrand BESANCENOT

est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Emissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

A la veille du sommet du G20, les 21 et 22 novembre à Riyad, l'Arabie Saoudite - qui le préside cette année - dévoile peu à peu les opportunités de coopération économique qu'elle propose à ses partenaires. Outre les grands projets connus - Neom, Al Ula, Red Sea, Amaala, Qiddiya, Diriyah... - elle met l'accent sur deux domaines où elle espère attirer les investisseurs internationaux :

### 1 - Le secteur minier

L'Ouest du royaume abrite ce qui est communément appelé l'«Arabian Shield» (le «bouclier arabique»), qui est une vaste zone - de la taille de la France - considérée comme la plus grande région minérale non-exploitée dans le monde et le site des plus grandes réserves au Moyen-Orient. D'une valeur estimée à 1,5 Md \$, celles-ci concernent des dépôts d'or, d'argent, de chrome, de manganèse, de tungstène et d'uranium.

L'objectif des autorités saoudiennes est de faire du secteur minier le 3ème pilier de l'économie du pays, après les hydrocarbures et la pétrochimie.

Avec la réduction de la demande mondiale de pétrole - due au Covid 19 - le moment est donc venu de développer ces ressources inexploitées, d'autant plus que le cours de l'or s'est accru de 70% depuis la mi-2018 (La mine d'or de Mahd al Thahab est opérationnelle depuis 1988 mais n'a produit que 21.000 onces l'an dernier).

Le 17 octobre 2020, l'Arabie a signé avec la Chine un contrat de 148,5 millions \$ pour une étude des sédiments et métaux lourds de la région, en particulier des ressources en chrome, mercure et plomb. Pékin espère naturellement s'être ainsi bien placé lorsque les appels d'offres seront lancés.

Il convient cependant de ne pas sous-estimer les difficultés que rencontreront les futurs développeurs pour extraire, raffiner et exporter ces produits. Le projet d'aluminium et phosphate a déjà coûté plus de 10 Mds \$ et a nécessité la construction d'une ligne ferroviaire de 1.500 km pour transporter la matière première jusqu'à la côte Est, où se trouvent les capacités industrielles.

Cette nouvelle industrie aura également un impact sur l'environnement, qu'il faudra prendre en compte.

Mais le royaume a aujourd'hui besoin de nouvelles sources de revenus et d'emplois pour ses jeunes. Et si le secteur des services a la préférence des Saoudiens, c'est cependant celui qui a été le plus touché par la crise sanitaire. Il est donc normal que les autorités de Riyad tournent les yeux vers le secteur minier inexploité.

### 2 - Les privatisations et les partenariats publics privés (PPP)

On se souvient de la privatisation l'an dernier de 1,5 % de la société pétrolière ARAMCO, qui a constitué la plus importante IPO de l'histoire (près de 30 Mds \$).

Certes, le calendrier des privatisations envisagées par la «Vision 2030» a pris du retard, mais le processus de sélection des projets concernés a bien avancé. Les autorités évoquent désormais plus de 100 projets, estimés à 90 Mds \$, ce qui conforte le caractère central pour les affaires du royaume dans la région ANMO.

Les principaux clients des PPP seront :

- la «Saudi Water Partnership Company» (SWPC), qui est chargée de développer les capacités de désalinisation à travers des projets indépendants, mais aussi d'améliorer la distribution d'eau et le traitement des eaux usées. La société a attribué en 2019-2020 quatre projets de désalinisation et trois de traitement des eaux usées. Le plan de 7 ans prévoit de développer 12 projets de désalinisation, 11 de traitement des eaux usées, 9 réservoirs d'eau stratégiques et 8 pipelines d'eau.
- les projets d'énergies renouvelables, qui sont censés fournir 30 % de la capacité de 58,7 GW en énergies renouvelables (solaire, éolien) et nucléaire en 2030.
- le secteur des transports, comportant notamment l'aéroport international de Taëf pour désengorger Djeddah dans l'accueil d'un nombre croissant de pèlerins à La Mecque.
- les secteurs de la santé, de l'éducation et du logement.

Ces différents projets ne sont pas tous au même degré de préparation, mais le processus de sélection est en marche et la loi sur les PPP est au stade final d'approbation.

Cela montre que si la situation économique du royaume est encore morose - du fait de la crise sanitaire et de la chute des cours du brut - les autorités de Riyad n'en préparent pas moins activement la sortie de crise, en proposant aux investisseurs internationaux des projets d'envergure. Il serait donc opportun que nos entreprises manifestent leur intérêt pour ces nouvelles perspectives ●



### À propos de nous



### Xavier DESMAISON CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



### Alexandre MEDVEDOWSKY Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.